



Déclaration UNSA Education

CDEN du 09 octobre 2014

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames Messieurs les membres du CDEN,

Le projet de budget de l'Éducation nationale est désormais connu. Il devrait augmenter de 2,4 %. Avec la création de 9421 emplois la promesse présidentielle de campagne est toujours d'actualité. Dans un contexte économique social et politique de tension, il faut se féliciter de ce point de stabilité.

Malgré cela, on peut craindre que l'évolution démographique ne dévore l'essentiel de ces postes laissant peu de marge aux efforts pédagogiques dans le primaire ou à une évolution ambitieuse du collège. Pour l'année prochaine, nous en verrons la déclinaison locale lors des prochaines dotations au début de l'année 2015. En tout état de cause, nous constatons que si depuis deux ans l'hémorragie a été stoppée les situations dans les établissements restent tendues. Nous serons particulièrement attentifs à la nouvelle carte de l'éducation prioritaire. Quant à la revalorisation financière du métier, pourtant urgente, nous savons et déplorons qu'elle attendra des jours meilleurs.

Dans le même temps des alternatives commencent à être proposées. On tire à boulets rouges sur les fonctionnaires et les enseignants. On programme la fin de leur statut, l'augmentation de leur temps de présence dans les établissements et la suppression des 60 000 emplois créés pour permettre une meilleure rémunération selon une ritournelle déjà serinée.

Refonder d'un côté. Déconstruire de l'autre. Notre École s'épuise d'être ainsi instrumentalisée et ballottée au gré des alternances. Pourtant, à l'image d'une République de plus en plus bousculée, elle a besoin de durée, de constance et de confiance.

Pour refonder l'école, l'éducation nationale a en effet besoin de sérénité et de méthode de la part de tous les acteurs. Force est de constater qu'il arrive parfois que l'on manque de l'un et/ou de l'autre.

Deux exemples pour illustrer cela. La réforme des rythmes et la redéfinition du socle commun. Deux réformes nécessaires souhaitées et réclamées par tous, critiquées et stigmatisées aussitôt à peine ébauchées.

Commençons par la réforme des rythmes scolaires. Au risque de nous répéter, l'idée

générale est de favoriser les apprentissages des élèves en rétablissant les cinq matinées de classe et en proposant des activités péri-éducatives l'après-midi raccourcissant ainsi les journées scolaires des élèves. A peine évoquée, les mêmes qui s'étaient élevés contre la semaine de quatre jours se sont scandalisés du retour à 4 jours et demi, allant jusqu'à évoquer, ici même lors du dernier CDEN, l'éclatement de l'éducation nationale sous-entendant *in fine* la fin de la République !!! Dès les deux premières semaines de classes, ils invoquaient la fatigue des élèves, forcément la conséquence logique du changement de rythme et non d'une reprise des cours après deux mois de vacances. Nous vous annonçons d'ores et déjà qu'ils invoqueront une fatigue excessive avant les vacances de Noël. Tous les enseignants de bonne foi savent que les enfants sont fatigués à la fin du premier trimestre. De même, on nous avait prédit un exode massif vers l'école privée, les chiffres de l'inspection académique indiquent une simple progression de 60 élèves ne venant visiblement pas de l'école publique. Finalement leur diagnostic était préétabli et si un jour la République s'effondre, ils pourront prétendre l'avoir annoncé.

Nous ne nions pas les difficultés et les manquements de la réforme, notamment en ce qui concerne sa mise en place en maternelle ou encore le flou quant aux modalités de récupération des dépassements du temps d'enseignement hebdomadaire de certains personnels.

Mais nous constatons que pour les premières semaines de généralisation de la réforme, ce n'est pas le chaos annoncé. Nous nous inscrivons dans une démarche positive et vigilante tout en sachant que les fruits de cette réforme ne se verront que sur le long terme.

Autre exemple le projet de redéfinition du nouveau socle. Ici c'est le manque de courage et de méthode que nous regrettons. Manque de courage d'abord. Le SE-Unsa a toujours soutenu l'idée d'un socle commun de connaissances et de compétences garanti à tous les élèves, malgré les errements du LPC. L'enjeu est réel, il s'agit ni plus ni moins de fixer un cap pour notre École et un cadre de travail pour les prochaines années. Néanmoins, le projet de nouveau socle commun du CSP ne nous paraît pas en mesure de répondre aux défis posés à l'École du XXI^{ème} siècle, ni en mesure de répondre aux difficultés posés par la mise en œuvre du socle commun de 2006.

Enfin sur la méthode, le cafouillage à propos de la journée de consultation n'aide pas à faire la pédagogie de la nécessité de cette refonte du socle commun. La demi-journée du 10 octobre posait problème, c'était le même jour que les élections des parents, et nous avons alerté Madame Le Recteur. Mais le changement de date intervient beaucoup trop tard, provoquant la « désorganisation des écoles », la colère des personnels, des parents, et des collectivités territoriales. Nous regrettons la manière dont l'administration met en place cette consultation et déplorons l'absence de dialogue et de concertation. Pour l'Unsa Education, il eût été préférable de proposer cette consultation pour le premier degré hors du temps de classe et de la déduire des 108h.

« Sérénité, courage et méthode », nous espérons que ce ne seront pas des vœux pieux pour l'année scolaire qui commence.